



**PRÉFET
DE LA DRÔME**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Départementale de la Protection
des Populations de la Drôme**

Service Protection de l'Environnement

Affaire suivie par Syvie BÉOLET

04 26 52 22 03

ddpp-env@drome.gouv.fr

Valence, le 23 février 2022

La directrice

à

Les Fermiers du Sud Est
260 route de Voiron
74140 BALLAISON

OBJET : Contrôle ICPE de votre établissement d'élevage situé à Charols

RÉFÉR : SB/2022/ 00731

Copie : Monsieur Olivier MAMAROT

Références réglementaires :

- Code de l'environnement, livre V relatif à la prévention des pollutions, des risques et des nuisances
- Arrêté ministériel du 27 décembre 2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations d'élevage relevant du régime de l'autorisation ;
- Arrêté ministériel du 29 février 2016 modifié relatif à certains fluides et aux gaz à effet de serre fluorés,
- Arrêté préfectoral du 15 mars 2021 de prescriptions complémentaires au titre de la réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement applicables à la SAS Ferme Montillienne pour l'exploitation d'un élevage de volailles à CHAROLS ; ;

Monsieur le Directeur,

L'inspection de l'environnement a effectué le 10 février 2022 un contrôle de votre établissement d'élevage au titre de la réglementation sur les installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE). L'objectif de ce contrôle était de vérifier le respect des prescriptions mentionnées dans les arrêtés cités en références réglementaires.

Conformément aux articles L.171-6 et L.514-5 du code de l'environnement, vous trouvez joint à ce courrier une copie du rapport établi suite à cette inspection.

Dans ce rapport et ses annexes, vous trouverez notamment les pratiques non conformes relevées ainsi que la liste des actions correctives attendues de votre part, avec leur délai respectif de mise en œuvre.

Je vous demande de transmettre à l'inspection les justificatifs correspondants pour chacune de ces actions (numérotées de 1 à 7) dès réalisation.

Le cas échéant, vous avez la possibilité de formuler vos observations à propos du contenu de ce rapport dans un délai de 15 jours.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Directeur, l'expression de mes salutations distinguées.

Pour la directrice départementale de la protection des populations

Le chef du service de la protection de l'environnement

Nicolas VISSAC

Valence, le 23 février 2022

Affaire suivie par Sylvie BÉOLET
Tél. : 04 26 52 22 03

courriel : ddpp-env@drome.gouv.fr

Préfecture de la Drôme / Guichet
unique ICPE
Direction départementale de la
protection des populations (DDPP)
33 avenue de Romans – BP96
26904 VALENCE CEDEX 9

DÉPARTEMENT DE LA DROME

Les Fermiers du Sud Est - site de Charols

Visite d'inspection approfondie
réalisée le 10 février 2022

Rapport de l'inspecteur de l'environnement

Siège social de l'établissement :	Les Fermiers du Sud Est 260 route de Voiron 74140 BALLAISON
Activité principale de l'établissement :	Lieu-dit Les Radalles 26450 CHAROLS
Code S3IC de l'établissement :	0526.00668

Inspecteur : Sylvie BÉOLET

Date d'annonce du contrôle : 10 février 2022

Type de contrôle

<input checked="" type="checkbox"/> Inspection approfondie	<input checked="" type="checkbox"/> Inspection annoncée	<input checked="" type="checkbox"/> Inspection planifiée
<input type="checkbox"/> Inspection courante	<input type="checkbox"/> Inspection inopinée	<input type="checkbox"/> Inspection circonstancielle
<input type="checkbox"/> Inspection ponctuelle		

Circonstances du contrôle

<input checked="" type="checkbox"/> Programme de contrôle annuel	<input type="checkbox"/> Incident/Accident du
<input type="checkbox"/> Plainte du	<input type="checkbox"/> Autre :

Objet du contrôle :

Le contrôle a porté sur le respect des principales prescriptions applicables à l'établissement en application du référentiel réglementaire ci-dessous. Les fiches annexées précisent les différentes prescriptions observées.

Référentiel du contrôle :

- Directive 2010/75/UE du Parlement européen et du Conseil du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles dite directive « IED » (industrial emission directive)
- Code de l'environnement, Livre V relatif à la prévention des pollutions, des risques et des nuisances ;
- Arrêté ministériel du 29 février 2016 modifié relatif à certains fluides et aux gaz à effet de serre fluorés ;
- Arrêté du 27 décembre 2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations d'élevages relevant du régime de l'autorisation
- Arrêté ministériel du 19 décembre 2011 modifié relatif au programme national d'action à mettre en œuvre dans les zones vulnérables afin de réduire la pollution des eaux par les nitrates d'origine agricole ;
- Arrêté préfectoral du 15 mars 2021 de prescriptions complémentaires au titre de la réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement applicables à la SAS Ferme Montillienne pour l'exploitation d'un élevage de volailles à CHAROLS ;

Principales installations contrôlées :

- Le site d'élevage

Personnes rencontrées et fonctions :

- Monsieur Olivier MAMAROT (responsable du site) et Monsieur Nicolas BAUZON (technicien d'élevage)

SYNTHÈSE DE LA VISITE – CONSTATATIONS

Ce site d'élevage anciennement au nom de la Ferme Montillienne a récemment été repris par Les Fermiers du Sud Est. Il s'agit à l'origine d'un élevage de poules pondeuses en cages composé de deux bâtiments et qui a été totalement réaménagé en volières avec jardins d'hiver. Les travaux de réaménagement du dernier bâtiment ont été terminés en 2021.

Le dossier de porter à connaissance du 27 septembre 2020 faisait le point sur les modifications apportées par rapport au dossier initial. Il indiquait que les fientes étaient normalisées (réalisation des analyses réglementaires requises par lot) avant leur sortie du site d'élevage. Désormais, les fientes sont livrées en totalité à la société Fertidrôme à Chatuzange Le Goubet (Fertidrôme est une installation classée relevant du régime d'enregistrement habilitée à composter des effluents d'élevage). Ce changement de modalités de gestion des effluents n'a pas été déclaré officiellement à l'inspection ICPE.

SUITES

1. Suites immédiates

Néant

2. Propositions de sanctions administratives et sanctions pénales :

Néant

3. Autres suites :

Cette visite a permis de relever des écarts et des insuffisances rapidement remédiables et nécessitant de la part de l'exploitant les actions correctives suivantes :

	Écarts	Actions correctives à mettre en œuvre	Délais
N°1	L'exploitant n'a pas mis à disposition les éléments d'information nécessaires qui permettraient de déterminer si, après réaménagement, le fluide frigorigène utilisé et sa quantité nécessitent un contrôle annuel conforme à l'arrêté du 29 février 2016	Transmettre les caractéristiques de l'installation de réfrigération (type de gaz et quantité) et le cas échéant la copie de la fiche d'intervention (CERFA n°15497-2).	31/03/22
N°2	Présence d'encombrants sur le site	Les faire évacuer	31/03/22
N°3	La rampe de chargement située côté ouest du bâtiment de stockage des fientes est remplie d'eaux pluviales	Aménager cette rampe pour empêcher la stagnation de l'eau pluviale	31/03/22
N°4	Les consignes de sécurité, les numéros d'urgence et les dispositions immédiates à prendre en cas de sinistre ou d'accident ne sont pas affichées	A afficher	Dans l'immédiat
N°5	Les travaux de mise en conformité des installations électriques ne sont pas aboutis	Finaliser les travaux de mise en conformité électrique et transmettre les justificatifs de leur réalisation	31/03/22
N°6	La consommation de l'électricité et de l'eau sur le site n'est pas enregistrée au moins annuellement	A enregistrer	À l'avenir
N°7	L'élevage a modifié son fonctionnement par rapport au dossier de porter à connaissance du 27 septembre 2020. La normalisation des fientes est remplacée par leur cession à un établissement autorisé à composter des effluents d'élevage.	Déclarer officiellement cette modification par rapport au dossier de porter à connaissance du 27 septembre 2020	31/03/22

Une proposition de courrier est jointe afin de transmettre à l'exploitant, conformément aux articles L.171-6 et L.514-5 du code de l'environnement, une copie du présent rapport.

L'inspecteur de l'environnement,



Sylvie BÉOLET

Vu, approuvé et transmis,
Pour le directeur,

Le chef du service Protection de l'Environnement



Nicolas VISSAC

Annexe : Détail de l'inspection

Ce document ne doit pas être reproduit excepté dans sa totalité

I Identification - Nom – Raison Sociale et adresse :

Les Fermiers du Sud Est site de Charols
quartier Les Radalles
26450 CHAROLS

Date contrôle : 10 février 2022

SITUATION ADMINISTRATIVE ET CONSISTANCE DE L'EXPLOITATION

I – REGIME ADMINISTRATIF

Situation en zone vulnérable :	OUI
Type d'atelier	Poules pondeuses en volière avec jardin d'hiver
Nomenclature et régime ICPE associé	3660-a : volailles soumis à autorisation IED (> 40 000 emplacements)
Capacité autorisée	50 168 emplacements de volailles
Acte administratif	Arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires au titre de la réglementation des ICPE applicable la SAS FERME MONTILIENNE pour l'exploitation d'un élevage de volailles à Charols ;
	Preuve de dépôt n°A-2-XQB43E du 16 février 2022 d'une déclaration du changement d'exploitant d'une installation classée au nom des Fermiers du Sud Est (SAS) ;

II – BATIMENTS D'ELEVAGE SUR L'ACTE

	Bât. 1	Bât. 2	TOTAL
Localisation	Les Radalles	Les Radalles	
Emplacements autorisés	25 084 poules	24 084 poules	50 168 poules pondeuses
Espèce élevée	Poules pondeuses	Poules pondeuses	
Type de conduite	En volière avec jardin d'hiver	En volière avec jardin d'hiver	

CONSTAT DE L'INSPECTION

C : Conforme **NC** : Non conforme **PO** : Pas observé **SO** : Sans objet

Récapitulatif du fonctionnement réel

	P3 (côté est)	P4 (côté ouest)	TOTAL
Espèce élevée	Poules pondeuses	Poules pondeuses	
Effectif mis en place lors du contrôle	25080	25000	50080
Date de mise en place	27/10/21	04/03/21	
Type de conduite	En volière avec jardin d'hiver	En volière avec jardin d'hiver	
Type de sol	bétonné	Bétonné	
Autre aménagement	Pré-séchage des fientes sur tapis	Pré-séchage des fientes sur tapis	
Mode de ventilation	dynamique	dynamique	
Origine eau d'abreuvement	Réseau public		
Stockage du fumier	Hangar à fientes (sans répartiteur)		

1/ Contrôle administratif

LIBELLE	CONSTAT	Réf rég	COMMENTAIRE
Effectifs et installations déclarées, enregistrées ou autorisées : consistance de l'installation conforme à sa situation administrative	C		
Déclaration des émissions polluantes (GEREP), pour les établissements IED	NC	Art 45 -AMPG 27/12/13	Un courrier de rappel a été envoyé aux Fermiers du Sud Est- Date butoir le 31 mars 2022

2/ Dispositions générales

(sauf dérogations prévues ou bâtiments d'élevages préexistants et régulièrement autorisés)

LIBELLE	CONSTAT	Réf rég	COMMENTAIRE
Éloignement des bâtiments d'élevage vis-à-vis des habitations des tiers , des stades ou des terrains de camping agréés (à l'exception des terrains de camping à la ferme) : 100 m pour le cas général	PO	Art 5 – AMPG 27/12/13	
Éloignement des enclos vis-à-vis des habitations des tiers , des stades ou des terrains de camping agréés (à l'exception des terrains de camping à la ferme) : 50 m (pintades, palmipèdes) ou 20 m (autres) pour les enclos de volailles avec densité inférieure à 0,75 ae/m², 50 m pour les élevages de porcs de plein air	PO	Art 5 – AMPG 27/12/13	
Vis à vis des puits, forage, cours d'eau, sources : 35 m, 20 m (palmipèdes) ou 10 m (autres espèces) pour les enclos de volailles avec densité inférieure à 0,75 ae/m², des lieux de baignade (200 m) et en amont des piscicultures (50 m des berges du cours d'eau sur un linéaire d'un km)	PO	Art 5 – AMPG 27/12/13	
Intégration paysagère : Dispositions appropriées pour intégrer l'élevage dans le paysage Installations et leurs abords aménagés et maintenus en bon état de propreté	PO	Art 6 – AMPG 27/12/13	
Préservation de la biodiversité : Infrastructures agroécologiques de type haie d'espèces locales, bosquets, talus enherbés, points d'eau	PO	Art 7 – AMPG 27/12/13	

3/ Prévention des accidents et des pollutions

Généralités

LIBELLE	CONSTAT	Réf rég	COMMENTAIRE
Locaux maintenus propres, éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes et de poussières	C	Art 10 – AMPG 27/12/13	Remarque : Il reste cependant quelques encombrants sur le site à enlever
Lutte contre la prolifération des insectes et des rongeurs	C	Art 5 – AMPG 27/12/13	<p>Pas de présence anormale de mouches lors du contrôle dans le bâtiment d'élevage visité ni au niveau du hangar de stockage des fientes</p> <p>Depuis l'aménagement des deux bâtiments d'élevage en volières, les fientes stockées sont plus humides qu'avant. Le responsable du site a déclaré qu'il était attentif et prenait les dispositions nécessaires pour éviter la survenue éventuelle de pullulation de mouches (enlèvement direct des fientes en période à risque à la sortie du bâtiment).</p>

Dispositions constructives

LIBELLE	CONSTAT	Réf rég	COMMENTAIRE
Sols imperméables et en parfait état d'étanchéité, pente des sols permettant l'écoulement des effluents, bas des murs imperméable et en parfait état d'étanchéité sur une hauteur d'un mètre au moins (sauf pour les enclos, bâtiments sur litière accumulée, bâtiments de poules pondeuses en cage et bâtiments antérieurs au 1er octobre 2005)	C	Art 11-I AMPG 27/12/13	
Aliments stockés à l'abri de la pluie (sauf front d'attaque des silos en libre service, racines et tubercules)	C	Art 11-I AMPG 27/12/13	
Équipements de stockage et de traitement des effluents conçus, dimensionnés et exploités de manière à éviter tout déversement dans le milieu naturel	PO	Art 11-II AMPG 27/12/13	
Accès permettant à tout moment l'intervention des services d'incendie et de secours (installations postérieures au 1er janvier 2014)	C	Art 12 AMPG 27/12/13	
Moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques , notamment un ou plusieurs appareils d'incendie (bouches, poteaux par exemple) publics ou privés dont un implanté à 200 m au plus du risque ou de points d'eau, bassin, citernes d'une capacité en rapport avec le danger à combattre. A défaut des moyens précédents, une réserve d'eau d'au moins 120 m3 destinée à l'extinction est accessible en toute circonstance	C	Art 13 AMPG 27/12/13	
Protection interne contre l'incendie - Extincteurs			
Extincteurs à eau (classe A pour bois, carton, fourrage) ou à poudre (classe B polyvalent) appropriés aux risques à combattre dans chaque bâtiment .	C	Art 13 AMPG 27/12/13	
Complété si stockage fioul ou gaz d'un extincteur portatif à poudre polyvalente (classe B) de 6 kg avec précision « ne pas se servir sur flamme-gaz ».			
Complété par un extincteur portatif « dioxyde de carbone » (classe C) de 2 à 6 kg à proximité des armoires et locaux électriques .			
Vérification périodique des extincteurs portatifs			
Vannes de barrage (pour gaz, fioul, et électricité) à l'entrée du bâtiment sous boîtier verre dormant correctement identifié.	SO	Art 13 AMPG 27/12/13	
Affichage des consignes à proximité du téléphone et près de l'entrée du bâtiment avec les numéros de secours(18, 17, 15, 112).	NC	Art 13 AMPG 27/12/13	
Affichage des dispositions immédiates à prendre en cas de sinistre ou d'accident de toute nature pour assurer la sécurité des personnels et la sauvegarde de l'établissement.	NC	Art 13 AMPG 27/12/13	

Dispositif de prévention des accidents

LIBELLE	CONSTAT	Réf rég	COMMENTAIRE
Registre des risques			
Installations électriques et techniques (gaz, chauffage, fioul) entretenues et vérifiées <ul style="list-style-type: none"> tous les 5 ans par un professionnel en l'absence de salariés et de stagiaires tous les ans par un organisme accrédité ou une personne qualifiée conformément à l'arrêté ministériel du 26 décembre 2011 en présence de salariés ou stagiaires 	C	Art 14 AMPG 27/12/13	Contrôle annuel de l'APAVE (le dernier le 21/09/2021)
Éléments permettant de connaître les suites données aux vérifications	NC	Art 14 AMPG 27/12/13	Les mises en conformité électriques ont été réalisées au niveau de la salle de conditionnement des œufs uniquement
Plan des zones à risque d'incendie ou d'explosion recensées par l'exploitant	NC	Art 8/14 AMPG 27/12/13	Absence de plan affiché
Documents permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux présents dans l'installation, en particulier fiches de données de sécurité	C	Art 9/14 AMPG 27/12/13	

Dispositif de rétention des pollutions accidentelles

LIBELLE	CONSTAT	Réf rég	COMMENTAIRE
Dispositif de rétention (installations postérieures au 1er janvier 2014, et hors stockage des effluent d'élevage)			
Capacité de rétention > 100% capacité du plus grand réservoir et > 50% capacité globale produits liquides inflammables, toxiques, dangereux pour l'environnement – Pas d'association de produits incompatibles	PO	Art 15 AMPG 27/12/13	
Sol des aires et locaux de stockage étanches et équipé de façon à recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement	PO	Art 15 AMPG 27/12/13	

4/ Émissions dans l'eau et dans les sols

Prélèvements et consommation d'eau

LIBELLE	CONSTAT	Réf rég	COMMENTAIRE
Dispositions prises pour limiter la consommation d'eau :		Art 18 AMPG 27/12/13	
Dispositif de mesure totalisateur pour les installations de prélèvement, relevé hebdomadairement si le débit prélevé est susceptible de dépasser 100 m3/jour, mensuellement s'il est inférieur	C	Art 18 AMPG 27/12/13	
Registre contenant ces mesures dans le dossier de l'installation	NC	Art 18 AMPG 27/12/13	Un modèle d'enregistrement sous forme de tableau récapitulatif d'enregistrement a été proposé par l'inspection
En cas de raccordement sur un réseau public ou sur un forage en nappe, l'ouvrage est équipé d'un dispositif de disconnexion	PO	Art 18 AMPG 27/12/13	
Protection du forage			
Margelle bétonnée 3 m ² et 0,30 m de hauteur ou local dont le plafond dépasse de 0,5 m le terrain naturel	SO	Art 8 AM 11/09/03	Le site d'élevage n'utilise pas de forage. Il est raccordé au réseau public d'eau potable
Têtes de forage 0,50 m au-dessus du terrain naturel ou 0,2 m à l'intérieur d'un local et cimentée sur 1 m de profondeur			
Capot de fermeture et dispositif de sécurité			
Un compteur d'eau par bâtiment pour les seules activités des	C	MTD n°5	

IED	IPPC. Sinon préciser quelles autres activités sont intégrées.		Déc UE 15/02/17	
	Enregistrements permettant de suivre la consommation annuelle d'eau distribuée par le réseau et depuis les prélèvements.	NC	MTD n°5 Déc UE 15/02/17	
	Systèmes d'abreuvement anti-fuite : Abreuvoirs à pipettes avec coupelle, abreuvoirs circulaires (plassons), abreuvoirs linéaires	C	MTD n°5 Déc UE 15/02/17	Les volières sont équipées de pipettes
	Contrôle régulier des fuites	C	MTD n°5 Déc UE 15/02/17	

Techniques nutritionnelles de réduction des effluents

LIBELLE		CONSTAT	Réf rég	COMMENTAIRE
IED	Utilisation d' acides aminés de synthèse , utilisation de phosphates alimentaires inorganiques hautement digestibles et/ou de phytases, alimentation multi-phase	PO	MTD n°3/4 Déc UE 15/02/17	

Collecte et stockage des effluents

LIBELLE		CONSTAT	Réf rég	COMMENTAIRE
Effluents d'élevage collectés par un réseau étanche et dirigés vers les équipements de stockage ou de traitement Plan des réseaux tenu à disposition de l'inspection		PO	Art 23 - I AMPG 27/12/13	
En zone vulnérable, capacité de stockage conforme aux prescriptions du programme national d'actions (cf. arrêté ministériel du 19 décembre 2011)		C	II-1-b - AM 19/12/11	Avant le réaménagement des bâtiments et l'arrêt du P2, le hangar de stockage était dimensionné à l'origine pour 125 000 poules
Respect des distances réglementaires vis à vis des tiers, cours d'eau, etc.		C	Art 5-1 - AMPG 27/12/13	
Eaux pluviales provenant des toitures en aucun cas mélangées aux effluents d'élevage ni rejetées sur les aires d'exercice Lorsque le risque existe, collecte par gouttière ou autre dispositif équivalent puis stockage en vue d'une utilisation ultérieure ou évacuation vers le milieu naturel		C	Art 24 - AMPG 27/12/13	
Rejet direct d'effluents vers les eaux souterraines ou superficielles interdit		C	Art 25 - AMPG 27/12/13	

Épandage et traitement des effluents

Cf. ci-dessous contrôle des pratiques d'épandage, de compostage, etc.

5/ Émissions dans l'air

LIBELLE		CONSTAT	Réf rég	COMMENTAIRE
Ventilation correcte des bâtiments Dispositions appropriées pour atténuer les émissions d'odeurs , de gaz ou de poussières susceptibles de créer des nuisances de voisinage		C	Art 31- AMPG 27/12/13	
Accumulation de poussières issues des extractions d'air aux abords des bâtiments proscrites		PO	Art 31- AMPG 27/12/13	
Prévention des envols de poussières et matières diverses : voies de circulation et aires de stationnement aménagées et convenablement nettoyées, pas de dépôt de poussière ou de boue excessifs sur les voies publiques, certaines surfaces enherbées ou végétalisées		PO	Art 31- AMPG 27/12/13	
IED	Ajout fréquent de paille ou de copeaux	SO	MTD n°11 Déc UE 15/02/17	
	Inspection et nettoyage fréquent des conduits et ventilateurs	SO	MTD n°11 Déc UE 15/02/17	

Installations frigorifiques et fluides frigorigènes

Si présence d'un fluide frigorigène réglementé par le R.543-75 du CE :

1. catégorie des chlorofluorocarbures (CFC)
2. catégorie des hydrochlorofluorocarbures (HCFC)
3. catégorie des hydrofluorocarbures (HFC)
4. catégorie des perfluorocarbures (PFC)

LIBELLE				CONSTAT	Réf rég	COMMENTAIRE
Nom et quantité du fluide inscrits de façon lisible et indélébile sur l'équipement (art. R.543-77), sauf équipements à circuit hermétique, préchargé en fluide frigorigène, dont la mise en service consiste exclusivement en un raccordement au réseau électrique				-	Art 4 – AM 29/02/16	Le responsable du site n'a pas connaissance de la nature du fluide frigorigène utilisé ni de la quantité utilisée. Le système de réfrigération aurait été changé récemment. L'étiquette à moitié effacée trouvée à l'extérieur indique que le gaz utilisé serait du R134a (HFC) pour une quantité de 3,5 kg. À confirmer.
Un contrôle d'étanchéité a été réalisé et il tient compte des fréquences réglementaires (art. R.543-79) <input type="checkbox"/>				-	Art 4 – AM 29/02/16	Si le gaz utilisé est bien du R134a, alors l'arrêté du 29 février 2016 est applicable. Le coefficient PRG (comme Potentiel de Réchauffement Global ou GWP) à appliquer serait de 1430, ce qui ferait une quantité de 5,01 t éqCO ₂ (voir capture d'écran) → Le contrôle doit être annuel et par un opérateur agréé ;
Catégorie de fluide	Quantité	Fréquence de contrôle	Avec dispositif permanent de détection de fuites <input type="checkbox"/>			
HCFC <input type="checkbox"/>	> 2 kg <input type="checkbox"/>	12 mois <input type="checkbox"/>	12 mois			
	> 30 kg <input type="checkbox"/>	6 mois <input type="checkbox"/>	12 mois			
	> 300 kg <input type="checkbox"/>	3 mois <input type="checkbox"/>	6 mois			
HFC <input checked="" type="checkbox"/> ou PFC <input type="checkbox"/>	> 5 t éq. CO ₂ <input checked="" type="checkbox"/>	12 mois <input checked="" type="checkbox"/>	24 mois			
	> 50 t éq. CO ₂ <input type="checkbox"/>	6 mois <input type="checkbox"/>	12 mois			
	> 500 t éq. CO ₂ <input type="checkbox"/>	3 mois <input type="checkbox"/>	6 mois			
NB. : Si quantité cumulée des équipements > 300 kg = rubrique 1185 des ICPE						
Le contrôle est réalisé par un opérateur titulaire de l' attestation de capacité (art. R.543-99 à R.543-107)				NC	Art 1 – AM 29/02/16	C'est la société Mondial Froid qui est intervenu
Le contrôle est attesté par l'apposition d'une marque de contrôle conforme aux dispositions de l'arrêté du 29 février 2016 (vignette bleue ou rouge)				NC	Art 6/7 – AM 29/02/16	Pas de vignette visible
Présence de la fiche d'intervention co-signée (CERFA n°15497-2)				NC	Art 5/11 – AM 29/02/16	La fiche d'intervention CERFA n'a pas été mise à disposition de l'inspection

6/ Bruit

Pas observé

7/ Déchets et sous-produits animaux

LIBELLE	CONSTAT	Réf rég	COMMENTAIRE
Toutes dispositions nécessaires prises dans la conception et l'exploitation des installations pour assurer une bonne gestion des déchets : limitation à la source de la quantité et la toxicité, tri, recyclage, valorisation, stockage dans les meilleures conditions possibles des déchets ultimes dont le volume est strictement limité	PO	Art 33 – AMPG 27/12/13	

Déchets de l'exploitation , et notamment les emballages et les déchets de soins vétérinaires, stockés dans des conditions ne présentant pas de risques (prévention des envols, des infiltrations dans le sol et des odeurs, etc.) pour les populations avoisinantes humaines et animales et l'environnement.	PO	Art 34 - AMPG 27/12/13	
Les œufs cassés du centre de ramassage ou de conditionnement (classés en sous-produits de catégorie 3) sont traités par une filière de traitement agréée (équarrissage par exemple)	PO	Art 34 - AMPG 27/12/13	
En vue de leur enlèvement, animaux morts de petite taille (porcelets, volailles) placés dans des conteneurs étanches et fermés, de manipulation facile par un moyen mécanique, disposés sur un emplacement séparé de toute autre activité et réservé à cet usage Si enlèvement et sauf mortalité exceptionnelle, stockage dans un récipient fermé et étanche, à température négative destiné à ce seul usage et identifié	C	Art 34 - AMPG 27/12/13	
Bons d'enlèvement d'équarrissage à disposition de l'inspection	PO	Art 34 - AMPG 27/12/13	
Animaux morts évacués ou éliminés conformément au code rural	C	Art 35 - AMPG 27/12/13	
Déchets non valorisés régulièrement éliminés dans des installations réglementées	PO	Art 35 - AMPG 27/12/13	
Médicaments vétérinaires non utilisés éliminés par l'intermédiaire d'un circuit de collecte spécialisé avec bordereaux d'enlèvement tenus à disposition de l'inspection (applicable au 1er janvier 2015) Élimination de médicament vétérinaires non utilisés par épandage, compostage ou méthanisation interdite	PO	Art 35 - AMPG 27/12/13	
Brûlage à l'air libre de déchets, cadavres ou sous-produits animaux interdit (sauf déchets verts si autorisation préfectorale)	NC	Art 35 - AMPG 27/12/13	Traces de brûlage de déchets sur le site (par des ouvriers ayant effectué les travaux de réaménagement)

8/ Autosurveillance

Cf. les différentes thématiques concernées : gestion des enclos, épandage, traitement des effluents, compostage.

9/ Autres

Efficacité énergétique

	LIBELLE	CONSTAT	Réf rég	COMMENTAIRE
IED	Un compteur électrique pour les seules activités des installations IPPC, sinon préciser quelles autres activités sont intégrées.	C	MTD n°8 Déc UE 15/02/17	
	Enregistrements permettant de suivre la consommation annuelle d'électricité et/ou de gaz	NC	MTD n°8 Déc UE 15/02/17	
	Éclairage basse énergie Dans les bâtiments clairs, mise en place de cellules photovoltaïques pour couper les sources lumineuses	PO	MTD n°8 Déc UE 15/02/17	
	Séparation et isolation des espaces chauffés et non chauffés , entretien des matériels de chauffage, radiants gaz (de préférence progressifs), capteurs de température à hauteur des animaux	C	MTD n°8 Déc UE 15/02/17	
	Étanchéité du bâtiment (année de construction – entretien – travaux) Bâtiments réalisés avec des matériaux dont le coefficient K est inférieur à 0,4 W/m²/°C	PO	MTD n°8 Déc UE 15/02/17	

GESTION DES EFFLUENTS

Effluents gérés

Estimation sur la base des effectifs administratifs (acte administratif)

Le dossier de modification notable prévoit une quantité de 878 tonnes de fientes produites par an mais en se basant sur 17,5 kg/poules/an.

Production d'engrais normés

Sans objet

Le site d'élevage ne procède plus aux analyses requises en vue de la normalisation des fientes. La totalité des fientes est en effet reprise par FERTIDRÔME, entreprise ICPE qui bénéficie d'un arrêté d'enregistrement pour pouvoir composter notamment des effluents d'élevage.

L'exploitant doit toutefois déclarer au service des installations classées ce changement par rapport au dossier de porter à connaissance du 27 septembre 2020 dans lequel il était indiqué que les fientes étaient normées avant leur sortie de l'exploitation.

Synthèse de la gestion des effluents

LIBELLE	CONSTAT	Réf rég	COMMENTAIRE
<input type="checkbox"/> Bordereaux de transfert de fertilisant azoté issu des animaux d'élevage cosigné par le producteur des effluents et le destinataire, comportant les volumes par nature d'effluents, les quantités d'azote épandues et la date du transfert	-	IV - AM 19/12/11	Pas de bordereaux de transfert mais un listing des quantités de fientes chargées à destination de Fertidrôme

LIBELLE	CONSTAT	Réf rég																														
Traçabilité de la gestion des effluents de l'exploitation pour la saison n-1 (traité, épandu, livré ou stocké)	C	Un listing des chargements de fientes a été transmis à l'inspection. Il concerne seulement la période du 6 janvier 2020 au 10 septembre 2021. Les fientes stockées proviennent sans différenciation du P3 ou du P4. Durant cette période, un total de 1317 tonnes de fientes ont été chargées à destination de Fertidrôme. Durant cette même période 4 bandes se sont succédées :,																														
		<table><tr><th>Bât.</th><th>date mise en place</th><th>effectif mis en place</th><th>Date début et fin listing</th><th>date sortie</th><th>durée élevage en semaines</th></tr><tr><td>P3</td><td>26/02/19</td><td>21 098</td><td>06/01/20</td><td>04/06/20</td><td>83</td></tr><tr><td>P4</td><td>22/11/19</td><td>3 358</td><td></td><td>25/08/20</td><td>57</td></tr><tr><td>P3</td><td>15/07/20</td><td>21 096</td><td></td><td>04/10/21</td><td>81</td></tr><tr><td>P4</td><td>04/03/21</td><td>25 000</td><td>10/09/21</td><td>22/09/22</td><td>81 (1)</td></tr></table>	Bât.	date mise en place	effectif mis en place	Date début et fin listing	date sortie	durée élevage en semaines	P3	26/02/19	21 098	06/01/20	04/06/20	83	P4	22/11/19	3 358		25/08/20	57	P3	15/07/20	21 096		04/10/21	81	P4	04/03/21	25 000	10/09/21	22/09/22	81 (1)
		Bât.	date mise en place	effectif mis en place	Date début et fin listing	date sortie	durée élevage en semaines																									
		P3	26/02/19	21 098	06/01/20	04/06/20	83																									
		P4	22/11/19	3 358		25/08/20	57																									
P3	15/07/20	21 096		04/10/21	81																											
P4	04/03/21	25 000	10/09/21	22/09/22	81 (1)																											
(1) date prévisionnelle avec une durée d'élevage de 81 semaines																																
Au vu des dates de fin et de début du listing, les 1317 tonnes de fientes correspondraient grosso modo à deux bandes entières. Un bande complète fournirait environ 658 tonnes de fientes par bande .																																
Le dossier de porter à connaissance prévoit 878 t/an de fientes à la sortie des bâtiments mais en se basant sur 17,5 kg de fientes produites par poules et par an. Si on considère la production de fientes fraîches plutôt à 14 kg par poules et par an (fientes un peu moins humides), pour 50168 poule cela correspondrait à 702 tonnes produit par an, ce qui paraît cohérent avec les 658 tonnes estimées précédemment.																																

F-gas

CALCI-F-GAS POUR CONNAITRE LA PÉRIODICITÉ DES CONTRÔLES D'ÉTANCHÉITÉ

Pour calculer la **fréquence** des contrôles d'étanchéité d'une installation en fonction du **GWP** du fluide utilisé et de la charge de l'installation il suffit d'utiliser cette calculatrice.

FRÉQUENCE DU CONTRÔLE D'ÉTANCHÉITÉ DES INSTALLATIONS FRIGORIFIQUES

Sélectionnez votre fluide frigorigène

R134A

▼

Charge de l'installation en kg

3,5

⌵

PRG (GWP) du fluide

1 430

TeqCO2 = quantité fluide x Prg (GWP) / 1000

Soit en TeqCO2

5.01

* La fréquence est réduite en cas de présence d'un détecteur de fuite fixe avec report d'alarme. 1 an = 2 ans ; 6 mois = 1 an ; 3 mois = 6 mois

Fréquence du contrôle*

12 Mois

Avertissement et mise en garde !

Le détecteur d'équipement doit faire réaliser par une entreprise habilitée un contrôle d'étanchéité de ses installations.

Ceci conformément à la **réglementation F-gas** qui prévoit un renforcement des contrôles d'étanchéité des installations frigorifiques et qui a comme objectif de réduire l'utilisation de gaz à fort potentiel de réchauffement global (**PRG**, GWP).

La fréquence des contrôles d'étanchéité (confinement) sera déterminée par le contenu équivalent CO2 de l'équipement.

La méthode de calcul étant :

Tonne d'Équivalent CO2 d'un gaz = quantité du gaz x Potentiel de Réchauffement Global du gaz utilisé.

ILS ONT ABANDONNÉ LES HFC, POURQUOI PAS VOUS ?

Plusieurs grandes entreprises mondiales comme Nestlé, Walmart et Tesco ont décidé depuis plus de 15 ans d'éliminer progressivement les produits contenant des HFC. Les Nations Unies collaborent dans le même but avec Coca-Cola, Pepsico, Redbull et Unilever à travers une initiative baptisée Refrigerants, Naturally !.

> GROUPE CARREFOUR < Jean-Michel Fleury,

directeur de projets à l'international :
« Depuis plusieurs années, en France le groupe Carrefour dans le périmètre de ses magasins intégrés hypermarchés et supermarchés n'acquiert plus que des équipements fonctionnant au CO₂ pour ses magasins. Entre l'efficacité énergétique et le coût réduit des fluides, le retour sur investissement se fait en 18 à 24 mois seulement »

> COCA-COLA < Le groupe a déjà installé 2 millions de distributeurs sans HFC. L'intégralité des distributeurs dans le monde auront été convertis au « sans HFC » en 2020.

RESTEZ COMPÉTITIFS, PRENEZ UNE LONGUEUR D'AVANCE !

UNE PARTIE DES OPÉRATEURS QUI INTERVIENNENT AU QUOTIDIEN SUR VOS SITES SONT DÉJÀ FORMÉS AUX FLUIDES ALTERNATIFS ET POURRONT VOUS ACCOMPAGNER.

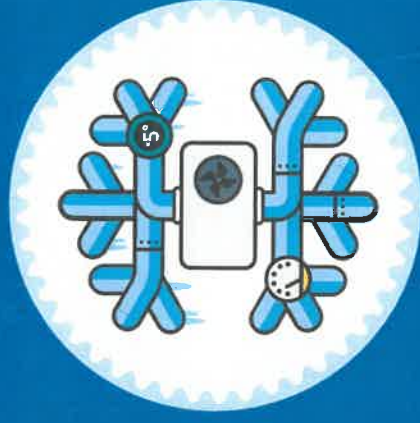
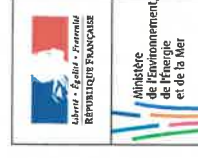
DANS LE CAS CONTRAIRE N'HÉSITEZ PAS À PRENDRE CONTACT AVEC DES PROFESSIONNELS, FOURNISSEURS OU OPÉRATEURS, QUI SONT FORMÉS POUR VOUS GUIDER DANS LA TRANSITION.



L'évolution de la réglementation sur les HFC, au niveau international et européen aura un impact économique important pour les entreprises qui dépendent de la production du froid.

● **Au niveau mondial,** l'amendement de Kigali au Protocole de Montréal, adopté le 15 octobre 2016 par 196 pays, prévoit de réduire la production et la consommation mondiales de HFC.

● **Au niveau européen,** l'Union européenne a adopté dès 2014 un règlement dit « F-Gaz », qui prévoit une réduction de 80 % des quotas autorisés de HFC dans les prochaines années. Destinée à limiter les effets néfastes des fluides HFC sur le climat (sous dénomination R-404A, R-410A, R-134a ou R-32 par exemple), cette réglementation va volontairement provoquer une forte hausse des prix sur le marché européen et des pénuries. Cette mesure va également renchérir les coûts de fonctionnement des équipements existants fonctionnant aux HFC pour les entreprises qui tardent trop à substituer ce qui pourrait menacer l'activité de votre entreprise.



HFC ANTICIPEZ LE CHANGEMENT !

Certains équipements, comme les groupes froids, les climatisations ou les pompes à chaleur utilisent des hydrofluorocarbures (HFC). Dangereux pour l'environnement, ces fluides frigorigènes vont être progressivement interdits sur le marché des équipements de froid. Pour préserver votre activité et votre compétitivité, optez dès aujourd'hui pour une solution alternative... à coût maîtrisé !



BONNES RAISONS D'ADOPTER DES SOLUTIONS ALTERNATIVES

1 2

ÉQUIPEMENTS ET FLUIDES : DES PRIX EN BAISSE

Les prix des équipements alternatifs sont désormais compétitifs par rapport à ceux contenant des HFC. Les fluides, pour le ré-appoint, sont moins coûteux que les HFC (à l'exception des HFO).

UNE MEILLEURE EFFICACITÉ ÉNERGÉTIQUE

Les systèmes, les plus performants fonctionnant au CO₂ offrent un gain d'efficacité énergétique de 40 à 50 % par rapport aux systèmes fonctionnant aux HFC.

3 4

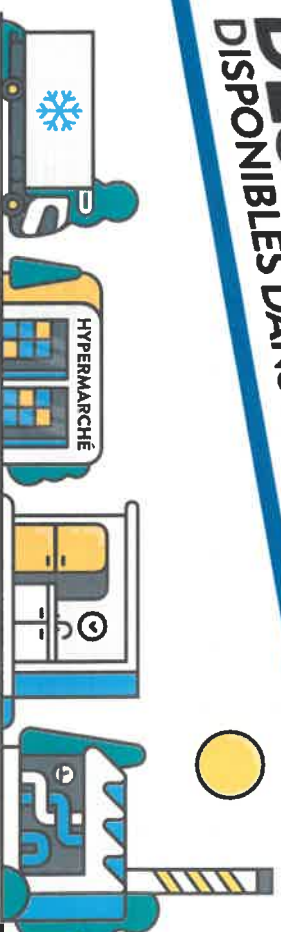
UN RETOUR SUR INVESTISSEMENT ASSURÉ

Au total, le prix des équipements, les gains sur l'efficacité énergétique ainsi que sur les fluides permettent parfois même un retour sur investissement en 18 à 36 mois.

MOINS D'OBLIGATIONS RÉGLEMENTAIRES, MOINS DE DÉPENSES

L'usage des fluides alternatifs allège fortement les obligations réglementaires avec la disparition des obligations de contrôles périodiques, de marquage, de suivi, etc. sauf pour les mélanges HFC / HFO.

DES ALTERNATIVES DISPONIBLES DANS TOUS LES SECTEURS



CO₂

réfrigération commerciale (systèmes centralisés, plug-ins, meubles de vente), transport frigorifique, pompes à chaleur (résidentielles, commerciales, industrielles), et climatisation automobile

AMMONIAC

industrie agro-alimentaire, entrepôts frigorifiques, grande distribution, patinoires

HYDROCARBURES

réfrigérateurs et congélateurs domestiques, plug-ins et meubles de vente en supermarchés, climatiseurs domestiques

AUTRES

hydrofluoroléfines (HFO), eau (systèmes à adsorption), air, systèmes sans fluides (froid magnétique).

CONTRIBUEZ À LUTTER

CONTRE LE RÉCHAUFFEMENT CLIMATIQUE

Les HFC contribuent fortement au réchauffement climatique avec un pouvoir d'effet de serre jusqu'à 14 000 fois supérieur à celui du CO₂. Si leur utilisation n'est pas encadrée, leurs émissions pourraient représenter jusqu'à 20 % des émissions totales de gaz à effet de serre à l'horizon 2050.



Plus de 6 000 tonnes de fluides s'échappant chaque année des équipements de climatisation, réfrigération ou pompes à chaleur en France



les émissions annuelles de CO₂ de 7 millions de voitures en termes d'impact sur le réchauffement climatique



1kg de R-404A contenu dans un présentoir de supermarché



Parcourir un tour du monde (40 000 km) en voiture

